Serra-di-Ferro : finances de la commune

Commune · Corse-du-Sud (2A) · 721 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Serra-di-Ferro affichait un encours de dette de 2,9 M€, soit 4 072 € par habitant, une épargne brute égale à 7,9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 20 ans.

Dette par habitant
4 072 €
2,9 M€ au total

Capacité de désendettement
20 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
7,9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
2 376 € / hab.
1,7 M€ au total

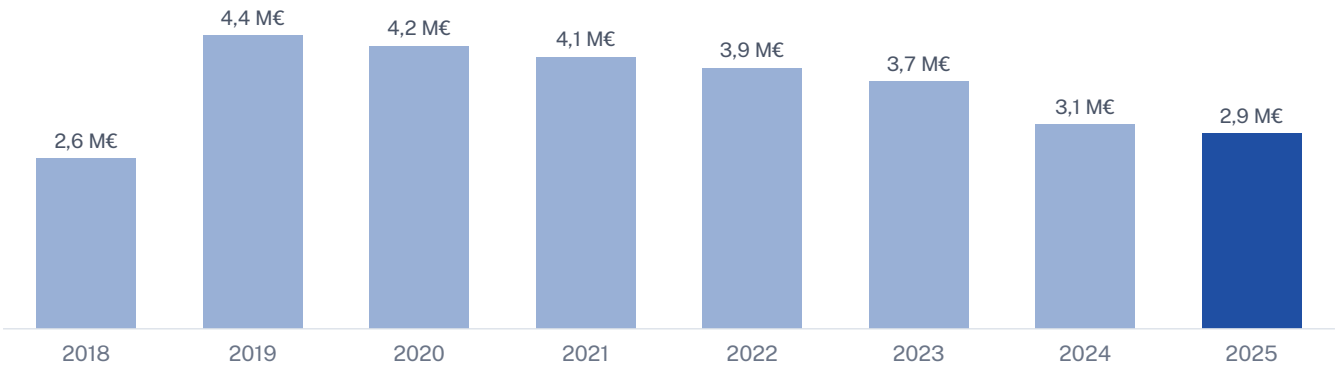
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	2 376 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	35,2 %	836 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	7,9 %	204 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Zone de vigilance).
Est-elle endettée ?	4 072 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	2 646 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 105 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 2,6 M€ en 2018 à 2,9 M€ en 2025 (+14,6 %). Valeur la plus haute : 4,4 M€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	2,6 M€	24,5 %	8 ans	1,8 M€
2019	4,4 M€	16,8 %	16,6 ans	1,5 M€
2020	4,2 M€	23,9 %	11,4 ans	704 k€
2021	4,1 M€	28,9 %	7,9 ans	1,2 M€
2022	3,9 M€	24,1 %	8,7 ans	1,5 M€
2023	3,7 M€	13,2 %	15,5 ans	2,1 M€
2024	3,1 M€	13,4 %	12,4 ans	1,2 M€
2025	2,9 M€	7,9 %	20 ans	1,9 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Serra-di-Ferro	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	4 072 €	508 €	+701,3 %
Impôts locaux par habitant	1 105 €	504 €	+119,3 %
Frais de personnel par habitant	836 €	409 €	+104,5 %
Investissement par habitant	2 646 €	453 €	+484,1 %
Taux d'épargne brute	7,9 %	16,8 %	
Capacité de désendettement	20 ans	2,4 ans	

Jumelles : Casaglione (2A), Antisanti (2B), Colmars (04), Urtaca (2B), Chambonas (07), Rutali (2B), Escource (40), Blandainville (28), Vielle-Saint-Girons (40), Saint-Benoist-sur-Mer (85). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	487	721	+48 %	+4,7 %
Dette par habitant	9 049 €	4 072 €	−55 %	−22,5 %
Impôts locaux par habitant	1 292 €	1 105 €	−14,5 %	+25 %
Frais de personnel par habitant	878 €	836 €	−4,8 %	+16,3 %
Taux d'épargne brute	16,8 %	7,9 %	−8,9 points	−2,3 points
Capacité de désendettement	16,6 ans	20 ans	+3,4 ans	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		14 980 €		5 966 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Serra-di-Ferro	Comparaison
Habitants (2023)	727	+46,3 % depuis 2012 (département : +15,7 %)
65 ans ou plus (2023)	31,9 %	département : 25 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,4 pour 100 habitants	département : 2,4
Salariés du secteur privé (2025)	87	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	40	
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	110,3	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

310 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 270 emplois, soit 85 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	4,3 %	1,2 %	1,3 %	5,6 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	17 %	10,7 %	6,6 %	18,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	12,5 %	11,8 %	20,1 %	8,2 %
Professions intermédiaires	17,7 %	25,3 %	26,4 %	14,2 %
Employés	18,7 %	33 %	26,1 %	17,2 %
Ouvriers	29,8 %	18 %	19,5 %	36,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Corse

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	3 770	2,6 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 990	2,1 %
Ouvriers peu qualifiés du gros ?uvre du bâtiment	2 570	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 430	1,7 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	2 270	1,6 %
Aides-soignants	2 050	1,4 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 980	1,4 %
Serveurs	1 930	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	1 920	1,3 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	1 890	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	1 780	1,2 %
Employés des services comptables et financiers	1 780	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Corse-du-Sud (2A)) : 11 592 au moins, dont 45,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 537	40,1 %
Employés de l'hôtellerie	1 439	40,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	862	29,4 %
Cuisiniers	844	43,8 %
Vendeurs en habillement et accessoires, articles de luxe, de sport, de loisirs et culturels	372	63,4 %

Métier	Projets	Difficiles
Employés de libre service	351	51,6 %
Caissiers	338	50 %
Maçons qualifiés	286	46,9 %
Vendeurs en produits alimentaires	258	16,7 %
Agents d'entretien de locaux	219	63,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Serra-di-Ferro
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	1,7 M€ pour 16 projets
Par habitant	2 301 € (communes de même taille : 210 € ; département : 651 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	41 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Creation de la voie d'acces et de la voie interne au lotissement de la cantine et des equipements sportifs	358 484 €
2023	DETR	Travaux de voirie phase 1 Porto Pollo	276 480 €
2024	DETR	Creation d'un local multi-services sur le port	123 696 €
2025	DETR	Reparation des forages	69 250 €
2024	DETR	Amenagement de la route du turracconu	55 494 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.